

Climat : Meles Zenawi "sape" les positions de l'Afrique

@rib News, 16/12/2009 – Source AFPLa coalition d'ONG africaines "Pan-African Climate Justice Alliance" a vivement d'nonc l'appel sur le climat publi mardi par le prsident franais Nicolas Sarkozy et le Premier ministre thioisien Meles Zenawi, jugeant que ce dernier cherchait à vendre l'Afrique et "sapait" le travail des ngociateurs africains. "Nous condamnons l'appel de Meles Zenawi et du prsident franais Nicolas Sarkozy. Avec un tel document, le Premier ministre Meles Zenawi sape les positions courageuses de nos ngociateurs et de nos ministres prsents (à la confrence climat de Copenhague) et menace l'avenir de l'Afrique", indiquent les ONG dans un communiqu intitul "L'Afrique ne sera pas vendue".

Elles reprochent notamment à la dclaration de viser un rchauffement de 2°C maximum par rapport à l're industrielle "qui se traduirait par une hausse des tempatures de +3,5°C sur le continent africain, menant la vie de centaines de millions de gens, dont le peuple thioisien". Soulignant qu'à ce stade de la ngociation, seule une aide globale de 10 milliards de dollars sur trois ans, d's 2010, semble garantie aux pays les plus vulnables, la coalition conclut : "Si le Premier ministre (thioisien) veut vendre les vies et les espoirs des Africains pour une bouchée de pain, libre à lui. Mais ce n'est pas la position de l'Afrique", insiste Mithika Mwenda, l'un des responsables. Enfin, les militants condamnent les tactiques visant à "diviser pour mieux ragner engagées par la France et d'autres". Dans un appel commun publi mardi, la France et l'Ethiopie, "représentant l'Afrique", selon les termes du communiqu, demandent "une rduction de 50% des missions globales de CO2 en 2050 par rapport à 1990". "Nous sommes d'accord sur les chiffres de rduction, l'objectif d'obtenir que l'augmentation de la tempature ne soit pas suprieure aux 2 degrés", a dclaré Sarkozy à l'issue d'un djeuner avec M. Zenawi, soulignant que l'Europe et l'Afrique étaient "sur la même ligne politique". Les Etats de l'Union africaine ont accepté de faire de Meles Zenawi leur "ngociateur en chef" à Copenhague, afin de parler d'une seule voix et tenter d'avoir plus de poids aux ngociations sur le rchauffement de la planète dont l'Afrique est la première victime. Texte commun France-Afrique avec objectifs chiffrés La France et l'Afrique ont publi mardi un texte commun sur la confrence de Copenhague incluant des objectifs chiffrés sur la limitation à 2 degrés de la hausse de tempature et sur le financement, a annonc Nicolas Sarkozy avec le Premier ministre thioisien Meles Zenawi. Selon eux, l'accord de Copenhague "sera applicable immédiatement". "Nous allons vous donner un texte commun. Avec le coordonnateur de l'Afrique sur toutes les questions de Copenhague, nous sommes d'accord sur les chiffres de rduction, l'objectif d'obtenir que l'augmentation de la tempature ne soit pas suprieure aux 2 degrés" (par rapport à l're industrielle), a dclaré M. Sarkozy à l'issue d'un djeuner à l'Elysée avec M. Zenawi. "Nous sommes d'accords sur le fast start, les 10 milliards de dollars" par an pour aider les pays émergents, a-t-il poursuivi. "Un tel enjeu pour la planète est tellement important qu'une alliance entre l'Afrique et l'Europe est absolument cruciale, c'est le discours que je vais tenir avec M. Obama", a ajouté le chef de l'Etat franais. Nicolas Sarkozy a également annoncé qu'une confrence téléphonique était prévue mardi après-midi entre lui et le prsident amricain Barack Obama, la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Gordon Brown pour faire le point des ngociations de Copenhague. Dans leur "appel commun pour un "accord ambitieux à Copenhague", le chef de l'Etat et le Premier ministre thioisien, porte-parole des 51 pays africains pour les discussions sur le rchauffement climatique, demandent "une rduction de 50% des missions globales de CO2 par rapport à 1990". Ce chiffre est conforme à ce que recommande le Groupe intergouvernemental d'étude climatique (GIEC), ce qui avait été accepté par les pays industrialisés, runis à L'Aquila (Italie) en juillet dernier. Ils demandent également l'adoption d'un fonds "fast start", doté de 10 milliards de dollars par an, pour 2010, 2011 et 2012, afin de "financer les actions d'adaptation et d'atténuation, y compris la lutte contre la déforestation, principalement dans les pays pauvres et vulnables". Lors d'une rencontre au sommet du Commonwealth à Trinidad, le 27 novembre, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown étaient tombés d'accord sur ce chiffre "auquel les Etats-Unis doivent contribuer", a précisé M. Sarkozy. "Nous avons besoin que les Etats-Unis donnent leur accord au fast start. Le prsident Obama a parlé de ses liens avec l'Afrique, c'est l'occasion de le montrer", a-t-il ajouté. A partir de 2013, "les financements disponibles devront être prvisibles et additionnels", c'est-à-dire qu'ils s'ajouteront à l'aide au développement, indique le texte de l'appel. Paris et Addis-Abeba appellent, en particulier, à "la création d'une taxe sur les transactions financières internationales". Enfin, la France et l'Afrique appellent à "une réforme ambitieuse de la gouvernance mondiale". Selon M. Sarkozy et Meles Zenawi, "la confrence de Copenhague offre une occasion historique de lancer un processus conduisant à la mise en place d'un organisation mondiale de l'Environnement". "L'Europe et l'Afrique sont sur la même ligne politique", s'est félicité M. Sarkozy. A Copenhague, "on y va ensemble", a-t-il insisté. "Il n'y aura pas d'accord mondial qui n'inclut pas l'Afrique", a de son côté tenu Meles Zenawi.